

RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION TANGANYIKA ET HAUT-KATANGA OCTOBRE 2020

I. ÉVOLUTION DU CONTEXTE SECURITAIRE ET DE PROTECTION

La situation de protection au mois d'octobre 2020 a été marquée par la persistance des activités des groupes armés et milices ayant conduit à des nouvelles vagues de déplacement forcés de populations.

Dans le Tanganyika, le contexte a été dominé essentiellement par les attaques contre les populations civiles. Les actes de pillages, des cas d'incendie, des violences par les miliciens Twa dans les territoires de Nyunzu, les éléments du groupe armé Mai-Mai Bakata Katanga dans le territoire de Manono. Dans le territoire de Moba, le regain de violences a été attribué à des jeunes armés présumés appartenir au groupe d'auto-défense qui ont mené des attaques contre les habitants de la localité Nkonda dans la zone de santé de Kansimba et ceux du village Mbolyo.

Dans le Haut-Katanga, plusieurs incidents de protection ont été identifiés, principalement dans le territoire de Pweto. La zone de santé de Kilwa a été marquée par l'activisme des Mai-Mai Bakata Katanga de SIMONA au niveau de l'axe Mutabi-Kato-Kapangwe où des commerçants ambulants tombés dans une embuscade tendue par ces derniers, ont été victimes d'extorsion des biens et marchandises. En plus des cas perpétrés par les Mai-Mai dans cette zone, les FARDC ont également été indexés comme auteurs de cas de violations de droits humains dans les localités Kampagwe, Kato, Kabawe, Mutende, et Kamakanga. Lors de ces dérives, les cas de pillages, tortures, coups et blessures ont été signalés et documentés. Certains membres des familles des victimes ont également rapporté des cas de disparitions des personnes entraînées vers des destinations inconnues.

Au total, 249 incidents ont été rapportés au cours du mois d'octobre 2020, avec une augmentation 29% par rapport au mois de septembre. L'on note une hausse des incidents individuels dans la province du Tanganyika ainsi que les incidents communautaires.

II. ANALYSE DU CONTEXTE SECURITAIRE ET DE PROTECTION PAR TERRITOIRE

Territoires	Contexte sécuritaire et de protection
NYUNZU	<p>En comparaison au mois de septembre, le territoire de Nyunzu a connu un apaisement du point de vue sécuritaire, car l'on a enregistré moins de violations individuelles. Cet apaisement s'est matérialisé par une accalmie dans la quasi-totalité de la partie Nord Lukuga régulièrement sujette à des attaques et incursions. Il convient de rappeler que cette partie du territoire a été l'objet d'une intensification des opérations des FARDC qui depuis le mois de mars 2020 qui se sont poursuivies vers la partie Sud Lukuga. Selon les informations des sources communautaires. Cette accalmie progressive serait favorable à des mouvements de retour bien que timide, des populations qui avaient fui les localités rurales telles que Kisengo, Lwizi, Muhuya, Kabeya. Cependant les Mai-Mai et miliciens Twa demeurent actifs dans cette zone et ont été à l'origine de quelques incidents communautaires.</p> <p>Bien que l'apaisement soit observé dans certaines parties du territoire mentionné plus haut, la situation est restée tendue dans la localité de Yoeli située à environ 7 Km de Kisengo dans le groupement de Bakalanga 2, Aire de santé de Kisengo. Une attaque a été menée contre une église « EMAC » par un groupe d'hommes présumés miliciens Twa, muni d'armes blanches. Les fidèles ont été dépossédés de leurs biens en pleine célébration du culte (argents, instrument de musique, etc.) selon les sources locales.</p>

	<p>En date du 04 Octobre, une autre attaque a été perpétrée dans le sud du territoire dans le groupement de Bango Bango. Des présumés élément du groupe Mai-Mai Apa Na Pale ont effectué une incursion dans le village Munena qui s'est soldé par des actes de pillages, de coups et blessure. Cette attaque est intervenue quelques jours après des opérations d'assistances humanitaires tenues dans la localité de Lengwe.</p>
<p>KALEMIE</p>	<p>La situation sécuritaire et de protection dans le territoire de Kalemie a été affectée par les exactions commises par les présumés miliciens Twa de la faction Bitonto dans l'aire de santé de Mwaka. Ces derniers ont mené une incursion dans le village Kiteba (carré minier) et les populations ont été soumises à une fouille systématique dans le but de rechercher de l'or selon les victimes. Près de 50 ménages ont été victimes des cas de pillages.</p> <p>Dans la partie nord du territoire sur l'axe Moba, ce sont les hommes armés non identifiés qui ont marqué le contexte de protection à travers des actes d'insécurité. Dans la localité de Kawama par exemple, ces derniers ont été indexés comme présumés auteurs de plusieurs cas des pillages et de coups et blessures dont les populations civiles et plus précisément les usagers de la route. Bien que ces derniers attaquent principalement pour dérober les biens des usagers de la route, des cas de coups et blessures sont également enregistré surtout lorsque les victimes refusent d'obtempérer ou hésitent à obéir aux ordres des ravisseurs. Deux cas de meurtre ont également été enregistrés au cours de ce mois sur cet axe (deux femmes retournées âgées de 31 et 43 ans).</p> <p>Du côté de l'axe Tabac, le contexte a été marqué quelques cas de tracasseries des militaires. Plusieurs cas d'extorsions de biens ont été mis à l'actif des éléments des FARDC, indexés comme présumés auteurs dans la localité de Moni, ciblant régulièrement les personnes de retour des marchés de Rugumba et Kibondon au niveau des barrières payantes.</p>
<p>MANONO</p>	<p>Au cours du mois d'octobre 2020, l'environnement de protection dans le territoire a été perturbé surtout dans sa partie nord à cause des exactions commises par les éléments présumés du groupe Mai-Mai Bakata Katanga. L'incursion de ces derniers dans la localité de Djilandala dans l'Aire de santé de Saint Joseph qui s'est soldé par des cas de pillages en est une illustration.</p> <p>Le territoire a également fait l'objet de cas de dérives de certains éléments des FARDC, accusés d'avoir commis des atteintes aux droits des populations lors des opérations de sécurisation du territoire. Il s'agit des cas d'arrestations arbitraires et des travaux forcés signalés dans la localité de Mbayo du groupement Kiyombo et des cas de tortures et traitements inhumains enregistrés à Mukebo. De manière générale, ces cas seraient intervenus après les affrontements entre les miliciens et les Mai-Mai. Les populations vivant dans ces zones d'opérations militaires sont ainsi dans plusieurs cas, assimilés par les FARDC comme faisant partie des milices ou groupe armé.</p> <p>Les actes de banditisme impliquant des hommes armés non identifiés ont également influencé le contexte sécuritaire et de protection au cours du mois. C'est par exemple le cas de l'enlèvement avec demande de rançons d'une jeune fille de 16 ans, le 1er octobre 2020 dans la localité de Mukaba (Aire de santé de Kauli Minono). Deux cas de disparition forcée ont également été documentés. Il s'agit en effet, de deux personnes retournées sorties de la prison centrale de Manono de force par une dizaine d'éléments présumé appartenir à la PNC et amenées vers une destination inconnue dans la journée du 17 octobre 2020. Ces personnes avaient été arrêtées à la suite de leur prise de position dans une manifestation contre la libération d'un bandit pris en flagrant délit par la population</p>

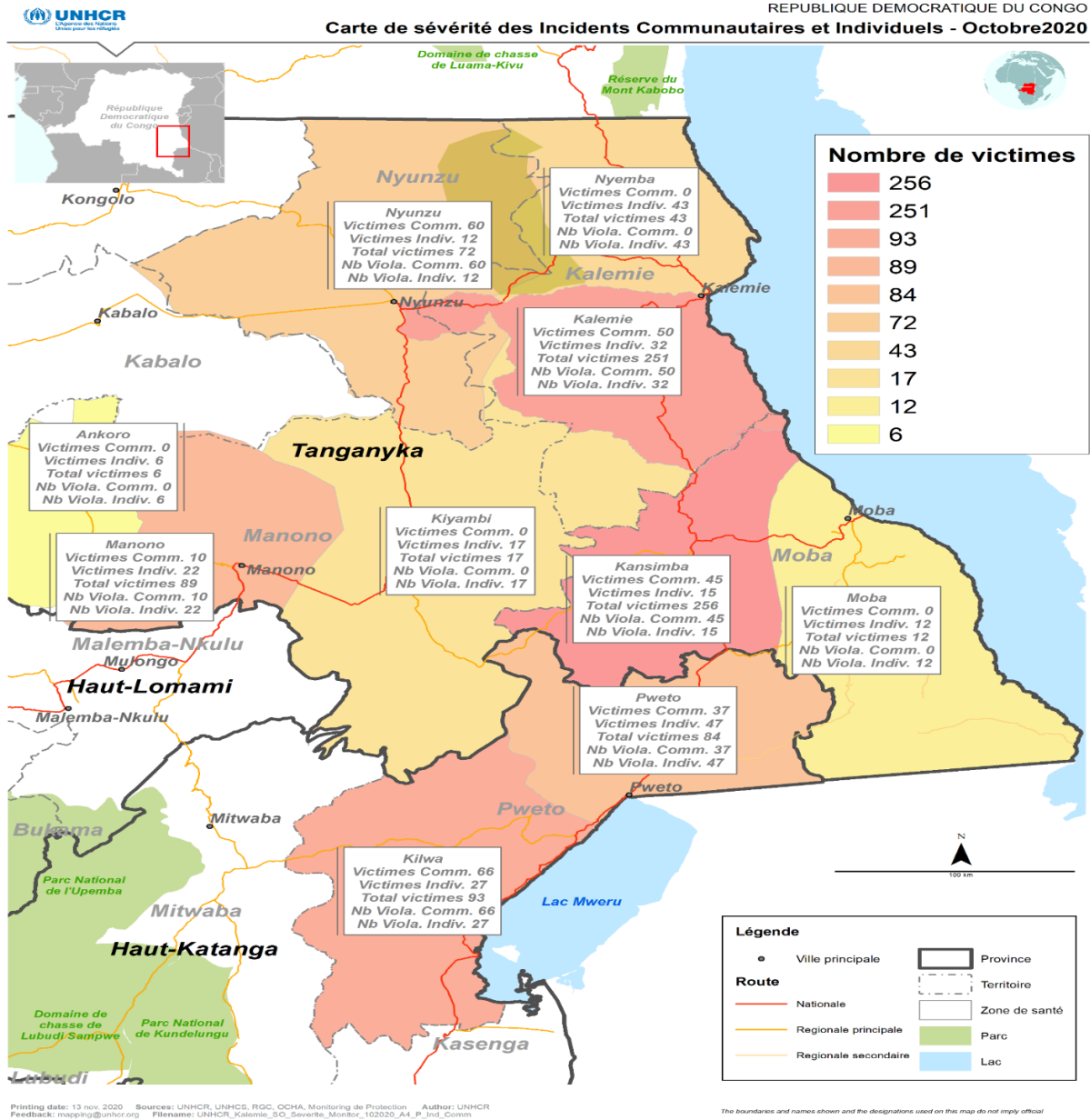
	<p>et remis aux mains de la police. Ce dernier aurait été relâché à cause de ses liens de parenté avec l'élu local.</p>
<p>PWETO</p>	<p>Dans le territoire de Pweto, la période sous revue a été marquée sur le plan sécuritaire et de protection par la poursuite de l'activisme des éléments du groupe Maï-Maï Bakata Katanga qui ont été à l'origine d'attaques sur l'axe Mutabi-Kato-kapangwe dans la zone de santé de Kilwa. Plusieurs commerçants ambulants sont tombés dans des embuscades tendues par ces derniers et ont été victimes d'extorsions de leurs biens (marchandises, téléphones portable et argent ont été emporté).</p> <p>Sur le même axe, certains éléments présumés appartenir aux FARDC ont été accusés d'atteintes au droit à la propriété surtout dans les localités Kampagwe, Kato, Kabawe, Mutende, et Kamakanga. Certaines personnes ont également été arrêtées et conduites vers des destinations inconnues selon les informations reçues des membres des familles des victimes.</p> <p>Dans la localité Kabawe, des cas de coups et blessures, de tortures et d'atteintes à la propriété dont les FARDC seraient les auteurs ont aussi été documentés. Les populations ont été accusé par les FARDC de collaboration avec les Mai-Mai Bakata Katanga dans la zone.</p> <p>Dans l'Aire de santé de Songa, un important mouvement préventif de population a été enregistré au cours de ce mois après la découverte de deux corps qui seraient ceux des éléments des FARDC sur l'axe routier menant à Lubumbashi en passant par le parc Kundelungu à environ 105Km de Kilwa centre. La population a trouvé refuge dans la forêt du parc Kundelungu. La crainte de ces derniers était d'être accusé de ces cas de meurtres et par ricochet d'être victimes de représailles de la part des FARDC.</p>
<p>MOBA</p>	<p>Le territoire de Moba a connu une forte influence de l'activisme des éléments du groupe d'autodéfense de la communauté bantou (« Tabwa ») qui ont été à l'origine de plusieurs cas de violations de droits humains contre les populations (pillages, incendies de maisons et meurtre). Ces derniers ont été très actifs dans la zone de santé de Kansimba.</p> <p>Dans les localités de Mpala et Kilupili par exemple, ces derniers ont été auteurs du cas de meurtre de deux retournés (34 et 51 ans) respectivement le 3 et le 26 octobre 2020, avec le même mode opératoire (embuscades au niveau des axes routiers).</p> <p>Du côté de Bingiye localité de l'Aire de santé de Mbolyo, ce sont 13 ménages appartenant à des familles de retournés internes (78 personnes dont 21 filles, 18 garçons, 24 femmes et 15 hommes) qui ont été victimes de pillage systématique. Ils ont été dépossédés de leurs biens de valeur et de sommes d'argent dans la journée du 1er octobre 2020 aux environs de 17 h par les mêmes présumés élément du groupe d'autodéfenses munies d'armes blanches.</p> <p>Dans la localité de Kikango (Aire de santé de Mwindi) ce sont plutôt un groupe de bandits qui ont été responsable de l'incendie de 12 maisons appartenant à la communauté Twa.</p> <p>Dans la localité Bingiye (zone de santé Kansimba aire de santé Mbolyo) ce sont les FARDC qui ont été indexés comme auteurs présumés des cas de pillages du bétail (Caprins : chèvres et moutons) dans le cadre des opérations de traque des éléments du groupe d'auto-défense Tabwa communément appelés « éléments ».</p>

✶ III. INCIDENTS DE PROTECTION ET VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS

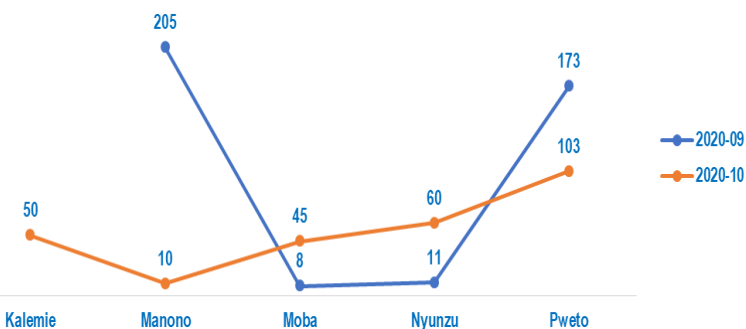
CHIFFRES CLES							
Incidents Communautaires	16	Victimes principales	268	Victimes secondaires	422	Violations	268
Incidents Individuels	233	Victimes	233		N/A	Violations	233
Total incidents	249	Total victimes	501	Total	422	Total violations	501

Les moniteurs de protection ont collecté des données sur les incidents de protection dans 10 zones de santé avec l'appui des 35 points focaux et informateurs clés. En plus, 3 alertes ont été partagées au cluster protection. Comme représenté dans le résumé le tableau ci-dessus 249 incidents de protection ont été documentés (16 communautaires et 233 individuels) et les 501 violations de droits humains qui en découlent ont affectées 923 personnes (501 victimes directes et 422 victimes secondaires).

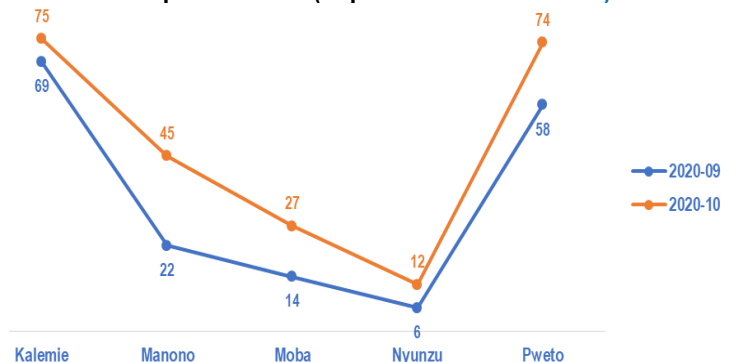
a. Carte de sévérité des incidents communautaires et individuels



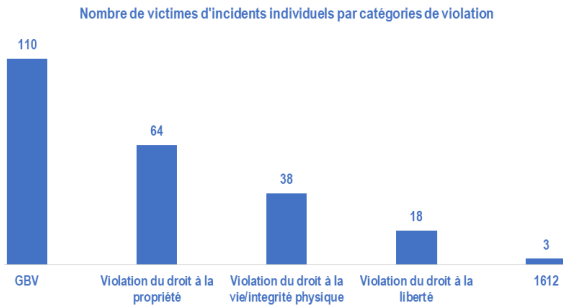
Tendance du nombre de violations communautaires commises par territoire (Septembre/Octobre 2020)



Tendance du nombre de violations individuelles commises par territoire (Septembre/Octobre 2020)



b. Incidents individuels



Analyse :

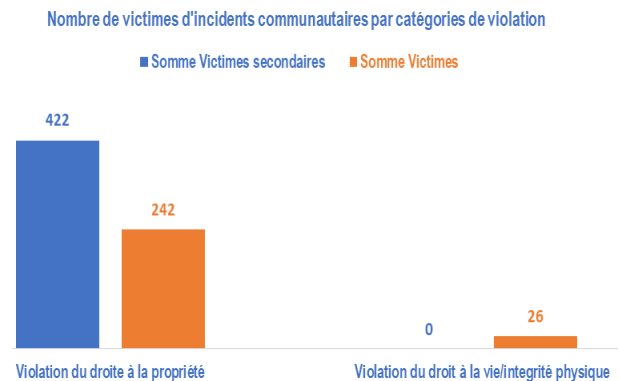
Les incidents individuels ont été enregistrés dans tous les territoires que couvre le projet, mais avec une prédominance à Kalemie et Pweto. En effet, les cas de VBG figurent parmi les violations individuelles qui ont été documentés au sein des communautés avec des proportions variables en fonction des catégories. Les cas de SGBV qui représentent 54% d'incidents individuel pour le seul territoire de Kalemie sont commis au niveau communautaire en majorité par les populations civiles et les membres des familles des survivantes.

Mais les autres types d'atteintes sont presque tous représentés (extorsions de bien, taxe illégales, arrestation arbitraire).

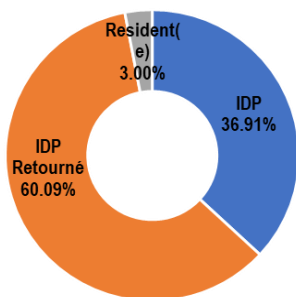
c. Incidents communautaires

Les incidents communautaires bien qu'en augmentation par rapport au mois de septembre ont fait moins de victimes. En effet, les violations commises au cours d'une attaque dépendent de plusieurs facteurs (la démographie de la localité, le mode opératoire du groupe armé ou de la milice et la nature de l'attaque). Pour le cas précis de ce mois, les miliciens Twa, les Maï-Maï ont été indexés comme présumés auteurs des cas de pillages tandis que les groupes d'autodéfense sont plus commis des incendies de maisons et des coups et blessures dans les villages Twa.

Du côté des éléments des forces de sécurité et de défense, les exactions commises l'ont été sous forme de dérive lors des opérations militaires (atteintes à la propriété, coup et blessure et extorsion des biens). Il convient également de prendre en compte dans cette analyse, la complexité et le paradoxe de la présence des éléments de sécurité et de défense qui commettent des exactions à l'encontre des populations civiles au niveau des points de contrôle (extorsion de bien, taxes illégales etc.)

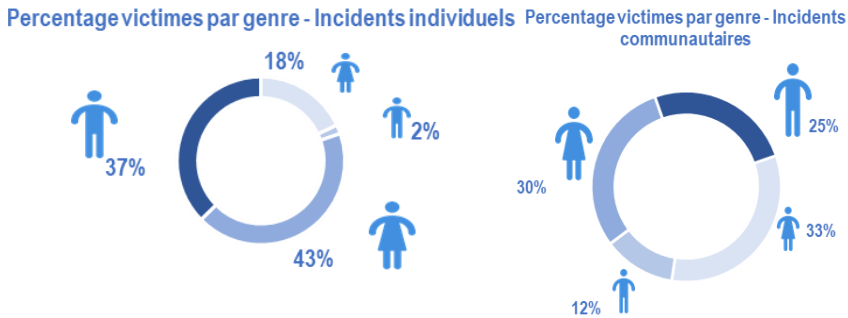


d. Statut de victimes d'incidents individuels



Les retournées, avec 60% des victimes d'incidents individuelles représentent la catégorie la plus affectée par les incidents de protection suivies par les IDPs (environ 37%), les résidents constituant les 3% restant. Il faut aussi relever le fait que l'insécurité dans les zones de retours, les conditions de vie précaire et la promiscuité dans laquelle vivent les populations en situation de déplacement, associés à la faible couverture par les éléments de la PNC et des FARDC dans certains axes à forte mobilité comme l'axe Bendera dans le territoire de Kalemie, favorisent les commissions des violations de droits humains à l'endroit des uns et des autres.

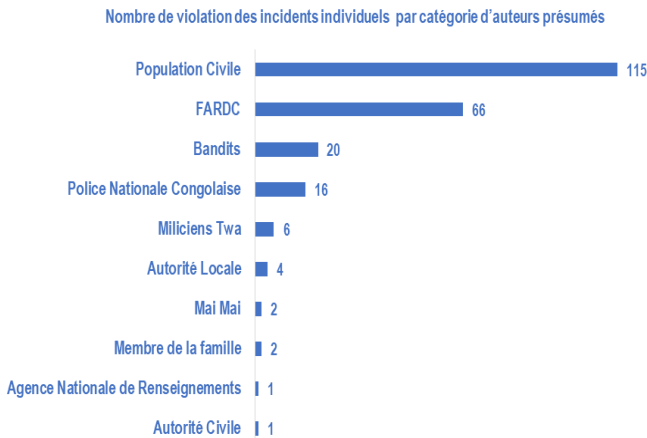
e. Analyse des incidents communautaires et individuels par genre des victimes



Dans le cas des incidents individuels, les femmes et les filles ont été les plus affectées par les cas de VBG car elles sont les plus exposés à ce type de violences, fortement ancré dans la culture et aggravé par les situations de conflits et de déplacement. Les hommes ont plutôt été affectés par les cas d'atteintes du droit à la propriété et à l'intégrité physique.

Dans le cas des incidents communautaires, étant donné qu'ils affectent plus les infrastructures et biens à usage familiale, les victimes sont presque également réparties avec une prédominance des femmes et des hommes car ce sont eux qui ont le « titre de propriété ».

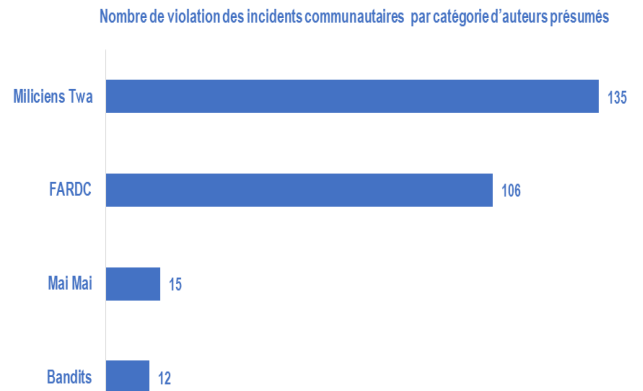
f. Analyse des incidents communautaires et individuels en fonction des présumés auteurs



Analyse :

Les cas d'incidents individuels et la population civile occupe la première place. Les violations commises sont dominées par les VBG et les populations civiles arrivent en tête des auteurs présumés de ces actes.

Elles sont suivies par les FARDS et les bandits et des éléments de la PNC



Analyse :

Pour les cas d'incidents communautaires, les auteurs sont principalement les groupes armés et les miliciens (Mai-Mai, Bandit armé, groupes d'auto-défense et milicien Twa).

Les FARDC font également partie des présumés auteurs dans cette catégorie et les cas pour lesquelles ils sont indexés interviennent généralement dans lors des opérations militaires.

IV. MOUVEMENTS DES POPULATIONS

Au cours de ce mois, ce sont les territoires de Kalemie, Manono et de Pweto qui ont été concernés par les mouvements de populations documenté par les équipes de monitoring de protection. Le tableau suivant résume ces différents déplacements collectés par les moniteurs.

Territoire	Villages d'accueil	Villages d'origines	Causes du déplacement	Dates	#Ménages	#personnes
MANONO	Djilandala	Djilandala	Incursion des Mai-Mai Bakata Katanga du groupe MIRA.	1/10/2020	89	487
PWETO	Mushima	Kabawe aire de santé Mwenge	Attaque du village par les présumés FARDC	16/10/2020	25	99
	Chelenge	Matampala en Zambie	Retours spontanés des congolais réfugiés en Zambie	16/10/2020	24	122
	Pweto centre	Minembwe	Affrontements entre la communauté Banyamulenge et Fuliro	12/10/2020	06	21
KALEMIE	Site de Kisalaba	Kamalemba et Musekeyi, Malanga	Attaque du village par les miliciens Twa de la faction Kakomba	1/10/2020	110	Non disponible
	Site de Likasi	Musekeyi	Attaque du village par les miliciens Twa de la faction Kakomba	2/10/2020	76	Non disponible
	Site Kawama	Malanga et Kamalemba	Attaque du village par les miliciens Twa de la faction Kakomba	15/10/2020	25	Non disponible
Total					355	729

NB : données obtenues de sources communautaires au cours du mois d'octobre 2020

V. PROTECTION DE L'ENFANCE

Au cours de ce mois, 39 % des victimes d'incidents sont des personnes de moins de 18 ans. De manière générale, 268 Filles (226 cas communautaires et 42 individuels) et 89 garçons (85 communautaires et 4 individuels) ont été affectés par les violations de droits qui ont porté atteintes aux infrastructures familiales (incendie de maison et pillage par exemple). Par ailleurs, cette catégorie a été également affectée directement surtout pour les cas de VBG et les filles ont été les principales victimes.

En ce qui concerne le mécanisme de rapportage de la résolution 1612, trois cas de violations graves contre les enfants perpétrées dans des situations de conflit armé (ou dont la situation est jugée préoccupante) ont été enregistrés au cours de ce mois. Il s'agit d'un cas de viol d'une fille de 14 à Luvua dans la zone de santé de Kiambi par un présumé FARDC ; le meurtre d'un garçon de 17 ans par les éléments d'autodéfense dans la zone de santé de Kansimba (territoire de Moba lors d'une attaque) et la disparition forcée d'un garçon d'environ 14 par les présumés militaire à Kilwa.

VI. VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE

Parmi les cas de violations de droits humains enregistrés au cours de ce mois d'octobre 2020, l'on a dénombré 110 cas liés aux violences basées sur le genre. Il s'agit de 30 cas d'agressions physiques, 28 cas de viol, 18 cas de mariages forcés, 13 cas de violence psychologique, 11 cas de déni de ressources et d'opportunités et 10 cas d'agressions sexuelles. Les cas de VBG indifféremment des autres catégories de violations de droit humains sont en hausse ce mois à cause de leur caractère communautaire. En effet, même si le contexte sécuritaire (conflit armé /inter communautaire, présence des miliciens, bandits et groupe armés) contribue à exacerber le phénomène des VBG,

elles demeurent néanmoins des problèmes structurels (promiscuité, pauvreté, impunité, etc.) et culturels (pratiques néfastes comme le mariage précoce, dénis de ressources). Il faut également noter que les situations de déplacement exposent encore plus les femmes et les filles PDIs de la tranche 18-59 ans.

VII. COHESION SOCIALE

Au cours de ce mois, l'on note une dégradation de la cohésion sociale entre les communautés Twa et Bantou, surtout dans le territoire de Moba (zone de santé de Kansimba), Kalemie (dans les localités de Kamalemba, Musekeyi, Malanga de l'aire de santé de Lwanika). Cette situation, caractérisée par les attaques des miliciens Twa et les exactions des groupes d'autodéfenses Bantou ont entraîné des mouvements de populations et de nombreuses violations de droits humains.

Par ailleurs l'on note une certaine solidarité entre les communautés bien que dépourvu de ressources et de certains services sociaux de base, qui démontre une capacité d'absorption assez remarquable de nouveaux déplacés dans les villages et sites d'accueil.

L'on aura également remarqué des communautés mixtes de PDIs lors des mouvements de population, ce qui est un bel exemple de désolidarisation de certains Twa et bantou d'avec les parties prenantes aux différents conflits/attaques.

VIII. QUELQUES ACTIONS DE PRÉVENTION ET DE RÉPONSES

a. Prévention

Une formation des relais communautaires et des membres du Forum des femmes et adolescents a été organisé au cours du mois dans le territoire de Pweto (zone de santé de Kilwa). Au total 22 participants composés de 08 hommes, 07 femmes, 4 garçons et 3 filles ont été formés sur le monitoring de protection. Les sujets abordés étaient en lien avec les typologies d'atteintes aux droits des personnes, les VBG, la protection et la vulnérabilité des personnes en situation de déplacement. L'objectif était de faciliter le travail de ces derniers qui sont fortement impliqués dans les mécanismes d'alertes des incidents de protection.

b. Réponses

Appui aux membres des structures communautaires à Kilwa à travers la dotation des moyens de déplacement pour favoriser et faciliter la mobilité dans les axes stratégiques de la zone de Kilwa. Les 3 relais communautaires opérationnels dans cette zone ont bénéficié d'une bicyclette chacun.

IX. QUELQUES CONTRAINTES ET DÉFIS

- L'insécurité entretenue par les groupes armés et les miliciens de la communauté Twa et le mauvais état des routes dans les territoires de Nyunzu, Manono, ne permettent l'accès physique aisé des animateurs de protection dans ces territoires ;
- La promiscuité dans laquelle vivent les PDIs constitue un risque de contamination des maladies (Cholera, Rougeole, COVID 19) ;
- Certaines zones dans lesquelles résident les retournés ayant des besoins de protection restent non couvertes par le monitoring de protection.
- La réponse aux besoins multisectoriels identifiés : financements.

X. DÉFIS DE PROTECTION ET ACTIONS DE SUIVI

Domaine	Recommandations/localités /Sites	Responsables	Délai
Sécurité des populations civiles et de leurs biens	Plaidoyer pour le renforcement de la sécurité dans les zones de retours	Cluster Protection	Urgent
	Renforcement des capacités des forces de l'ordre sur le respect des humains lors des opérations militaires	Cluster Protection	Urgent
Accès à la justice	Documenter et Plaider auprès du gouvernement pour identifier les biens volés et pillés et apporter des réponses adéquates pour réhabiliter les biens	Gouvernement	Urgent
Cohésion sociale	Renforcer les mécanismes communautaires d'entraide dans les zones d'accueil et les activités de rapprochement entre les communautés Twa et Bantou.	DIC	Urgent
Prévention et Réponse aux SGBV	Accentuer les sensibilisations communautaires sur les pratiques culturelles néfastes favorables à la commission des VBG.	Cluster protection et sous cluster VBG	Urgent
Protection de l'enfance	Poursuivre les actions de prévention et de réponses aux cas de protection de l'enfance identifiés	GTPE	Urgent
COVID-19 et autres maladies contagieuse (Cholera, rougeole)	Renforcer la sensibilisation sur les risques liés aux infections et maladies contagieuses avec un focus sur les maladies hydriques en cette saison pluvieuse ainsi que la pandémie actuelle de la COVID 19.	Cluster santé /tous les acteurs	Normal
Structures communautaires de protection	Continuer à appuyer et renforcer les structures communautaires de protection.	INTERSOS /Cluster protection	Normal